

15 jours après, la grève des éboueurs balayée ?

Les agents reprennent le travail ce matin... sauf ceux qui bloquent les centres de transfert où la police pourrait intervenir

Les leaders de FO, c'est bien connu, adorent les bras de fer avec les élus. Mais les leaders de FO assurent que sans leurs hommes de base, ils ne seraient rien. Alors, hier soir, ils se sont empressés d'aller à la rencontre de ces agents du nettoyage pour leur demander de retourner aux bennes. Et à 23h, ces derniers décidaient de reprendre le travail, même si certains chauffeurs tentaient de freiner le mouvement. Alléluia! Marseille va redevenir propre. Encore faudra-t-il que les autres grévistes, ceux de l'intersyndicale (voir par ailleurs), veuillent bien leur ouvrir les portes des gares de transfert, à la Capelette et aux Aygallades. Où les bennes vident les déchets avant qu'ils ne partent vers Fos. Mais c'est déjà une épine en moins, et la plus grosse, dans le pied d'Eugène Caselli.

Comment a-t-on trouvé une issue à cette crise? Le patron de la Communauté urbaine aurait rencontré les leaders de FO territoriaux, Claude Argy et Patrick Rué dans l'après-midi. Au terme de l'entrevue, ces derniers annonçaient à la presse qu'ils étaient favorables à la reprise. Ou plutôt à la suspension du mouvement. Mais qu'il fallait d'abord consulter la fameuse base, notamment le noyau dur des équipes de nuit (1, 4, 5, 6, 7 et 8).

"Que les choses soient bien claires, avertissait Claude Argy. Nous sommes toujours en grève totale pour dénoncer la réforme des retraites et jeudi nous serons dans la manifestation. Mais le nettoyage est un secteur particulier. Je refuse de croire qu'il y a des problèmes sanitaires mais en ce qui concerne la sécurité, c'est vrai qu'il existe un danger avec les incendies de poubelles." Une suspension, pas un arrêt. À défaut de demander l'armistice, FO a donc souhaité un cessez-le-feu.

Et Patrick Rué a tenu à éteindre un autre incendie: la grogne de la population devant cette grève des poubelles de plus en plus impopulaire. "En 15 ans, les agents territoriaux n'ont été responsables que de trois grèves. Il est donc faux de dire que ce sont toujours eux qui déclenchent les conflits." Non, les boutefeux, ce sont les sociétés privées! Lesquelles, il est vrai, avaient été à l'origine des deux derniers gros conflits (Bronzo en novembre 2008 et ISS Environnement en mars 2009). Il faut remonter à 2003 pour trouver trace d'un "coup de sang" territorial. À cette époque, les agents avaient repris le travail après quelques "arrangements" avec MPM qui ne leur avait retenu que six jours de grève sur douze, de surcroît étalés sur six mois. Et il y a quelques mois, une prime leur avait été

"C'est vrai qu'il existe un danger avec les feux de poubelles."

CLAUDE ARGY, FORCE OUVRIÈRE

versée au lendemain d'une action très dure du privé. Alors? Et hier? FO a-t-il négocié? Sur les jours de grève? Sur des primes? Patrick Rué s'est montré catégorique: "Certains agents en sont à leur dixième jour de grève. On n'a donc pas le droit de dire qu'ils n'ont fait grève que deux ou trois jours. Soyez sûr qu'il n'y aura pas de compensation. Alors c'est vrai que lors du dernier conflit, nous avions eu une prime mais c'était pour vite nettoyer la ville après une grève déclenchée par le privé. Cette fois, les agents savaient avant le conflit qu'ils pouvaient tout perdre."

Jean-Jacques FIORITO



Hier, la plupart des quartiers de Marseille étaient toujours en piteux état.

/PHOTO BRUNO SOUILLARD

Qui va débloquent les centres de transfert ?

Jusqu'au dernier moment, ils ont attendu un signe d'Eugène Caselli. Toute la nuit, les responsables des syndicats minoritaires de MPM (SDU-FSU, CGT, Unsa, CFDT) ont cru que la réunion qu'ils réclamaient depuis le début du conflit était encore possible. Mais à 18h, c'était officiel: seul Force ouvrière serait reçue par le président de MPM. Une entrevue à l'issue de laquelle le syndicat majoritaire a appelé les agents à la reprise du travail... Seule concession tardive de MPM à l'égard de l'intersyndicale: "Si vous levez les barrages, vous serez reçus demain par le directeur de cabinet d'Eugène Caselli et le directeur des services de MPM." S'estimant "humiliée, méprisée", les syn-

dicats minoritaires (46% des suffrages aux dernières élections professionnelles) ont maintenu leur appel à la poursuite du mouvement. Et surtout au blocage des centres de transfert des déchets des Aygallades et de la Capelette. Dans les faits, ce sont ces barrages, tenus par une dizaine d'agents, qui empêchent tout ramassage des ordures à Marseille, en rendant impossible les entrées et sorties de bennes.

Les forces de l'ordre vont-elles intervenir pour lever ce blocus? Hier soir, l'intersyndicale s'y attendait à tout moment. "Nous ne résisterons pas par la violence, mais nous n'évacuerons pas de nous-mêmes, martelait Roger Aymard (SDU). Nous n'acceptons pas

que cette fois encore, les agents soient les dinos de la farce parce que les élus de tous bords font de la politique sur leur dos". Même discours du côté de l'Unsa et de la CGT: "Eugène Caselli, qui a manifesté à nos côtés pour dénoncer le refus de dialoguer du gouvernement, utilise les mêmes méthodes au niveau local."

D'après ses plantings de volontaires, l'intersyndicale affirme pouvoir tenir le blocus des centres "jusqu'à au moins jeudi", persuadée que "le mouvement des retraites va s'amplifier au niveau national". Plus que jamais, les syndicats minoritaires de MPM sont décidés à montrer qu'ils existent.

Sophie MANELLI

L'ANALYSE

Cette tradition ancestrale qui colle aux trottoirs

Les 10 000 tonnes de déchets abandonnées dans les rues ces deux dernières semaines, cathédrales abjectes érigées par la grève et une vieille habitude locale, auront une nouvelle fois révélé l'incapacité chronique de cette ville à gérer ses ordures. Qui débordent à chaque poussée de fièvre, quels que soient les mots d'ordre de grève, l'organisation choisie entre privé et public ou les accords passés entre syndicats et politiques, lesquels sont scellés après chaque crise et défaits aussitôt que reviennent les bourrasques. Et celle-ci a soufflé durement.

Désormais que la sortie de crise approche, il faut se demander pourquoi elle fut si longue à se dessiner. Pourquoi 15 jours d'immondices et d'asphyxie, jusqu'à l'écoeurement ? Le temps, sans doute, qu'il aura fallu à la Communauté urbaine et à son président, Eugène Caselli (PS), pour admettre les faits : démarré contre la réforme des retraites, ce conflit a progressivement glissé pour s'enraciner sur des considérations locales et des batailles syndicales. Aussi, à moins d'entamer un bras de fer risqué et jamais engagé à Marseille, et même si le déblocage demandé à l'État pouvait en porter symboliquement la menace, la collectivité ne pouvait plus exclure de dis-

cuter avec l'incontournable FO. C'est ce qu'Eugène Caselli a fait, se résignant à suivre une tradition ancestrale, voulant que chaque mouvement social se règle à la table du syndicat majoritaire, quitte à nourrir encore le mastodonte qui se réveillera, plus puissant, au prochain conflit. Un particularisme, né sous Gaston Defferre, qui explique en partie l'enracinement de ce conflit.

Entrée durement dans la bataille des retraites le 12 octobre, Force ouvrière y avait été invitée par son syndicat national, mais aussi par la détermination de ses rivaux de l'intersyndicale (CGT, CFDT, Unsa, SDU-FSU), mobilisés depuis plusieurs jours dans différents services, notamment les cantines. Ceux-ci ont profité du moment, et du mouvement, pour durcir le ton, contester l'exclusivité des rapports entretenus par le syndicat majoritaire et la Communauté urbaine et tenter de rebattre les cartes.

Ils demandaient à être écoutés et reçus par Eugène Caselli, lequel semblait leur opposer qu'un conflit national ne saurait se résoudre dans un bureau à Marseille. C'est pourtant ce qui s'est passé ces derniers jours. De quoi radicaliser plus encore leur position et, qui sait, remettre prochainement le feu aux poubelles.

Lilian RENARD

FATO1
**

Et maintenant, il faut nettoyer le "bidonville"

C'est une certitude: Marseille n'a jamais été aussi sale. Et ce record historique, il y a peu de chance que l'office du tourisme demande son inscription au *Guinness Book*... Hier, on pouvait estimer à 12 000 tonnes la quantité d'immondices qui s'entassent, se répandent, se dispersent et pourrissent depuis 15 jours dans les rues. Marseille ville-dépotoir, métropole bidonville où il pleut des papiers gras, où prolifèrent les rats, les germes, donne la nausée.

Autant dire qu'il va y en avoir, du boulot, pour déblayer ces montagnes d'ordures que les (rares) touristes prennent en photo. Comment va-t-on ramasser, nettoyer, décrasser ces amas de déchets que la pluie a agglomérés, que le mistral a dispersés?

Sans oublier les centaines de containers carbonisés qu'il va falloir évacuer et remplacer (de 150 à 1 200 € pièce); et tous ces encombrants, vieux frigos, matelas crevés, ces quantités de... minitels, dont certains habitants et commerçants dépourvus de tout sens civique se sont débarrassés, profitant de l'incurie générale.

En combien de temps l'air redeviendra-t-il respirable sur la Canebière, à Saint-Charles, au Prado? Tout va d'abord dépendre du nombre d'agents qui vont entendre l'appel de FO à la reprise du travail. En s'inclinant le premier, le syndicat majoritaire pourrait avoir perdu des plumes face aux organisations rivales (SDU, CGT, Unsa, CFDT) qui entendaient hier tenir bon jusqu'au bout (*lire en page 2*). Et même si la majorité des 2 000 agents du nettoyage (la moitié des effectifs de MPM) se retroussent les manches, quel sera leur niveau de motivation sur le terrain pour exécuter le "plan d'urgence" annoncé par MPM?

"La reprise se fera forcément dans la malaise", estime Claude Kasbarian (Unsa)



FO appelle à la reprise. Reste à déblayer les 12 000 tonnes d'ordures accumulées dans les rues de Marseille.

/PHOTO CYRIL SOILLIER

qui craint "des règlements de compte entre les grévistes, les non-grévistes, ceux qui sont allés jusqu'au bout, ceux qui feront des heures sup". Roger Aymard (SDU) est du même avis: "D'habitude, une reprise, ça se prépare entre tous les partenaires. Nous, nous n'avons jamais été consultés."

L'autre problème à régler au plus vite ce sont les rats, dont la prolifération inquiète les experts de santé publique. "D'ordinaire, ces rongeurs, plutôt craintifs, vivent cachés. On en compte dix pour un habitant dans les grandes villes. Mais

"Chez les agents, la reprise se fera dans la malaise."

L'INTERSYNDICALE SDU, CGT, UNSA ET CFDT

à Marseille, depuis quelques jours, ils ont pris l'habitude de venir se nourrir dans les tas de poubelles", a expliqué le Pr Philippe Parola, infectiologue à l'hôpital Nord, pour qui "une intensification de la dératisation s'avère indispensable". Et déjà, le Dr Françoise Gaunet, adjointe municipale à l'hygiène envisage de "renforcer la lutte contre les rats". Plusieurs mesures sont actuellement à l'étude.

Une semaine, un mois, un an? Nul ne peut prédire dans combien de temps la situation sanitaire de la ville sera rétablie.

Ce qui est sûr, c'est que l'image de la ville restera durablement entachée par ce conflit. Marseille, dont la désolation s'est étalée à la Une des quotidiens nationaux, Marseille comparée à Naples par certains journaux étrangers, aura bien du mal à convaincre qu'elle sera en 2013 Capitale de la culture. Pas seulement du bouillon de culture.

Sophie MANELLI

LES RÉACTIONS

Jean-Noël Guérini, président socialiste du Conseil général des Bouches-du-Rhône :

"Enfin, la raison semble l'emporter. Pour des raisons sanitaires évidentes, pour des risques importants en matière de santé publique, pour des motifs de sécurité, la proposition de suspension de la grève formulée par les responsables syndicaux Force ouvrière est un choix salutaire et courageux. Je tiens à réaffirmer mon total soutien à Eugène Caselli qui a engagé des négociations devant favoriser une sortie de crise. Elles devront évidemment se poursuivre. Mais pour l'heure, tout doit être mis en œuvre pour engager très rapidement l'ensemble des opérations de nettoyage de la ville."

Jacques Pfister, président de la CCIMP :

"Je me réjouis de cette annonce. Le poids économique de ce conflit va se chiffrer en millions d'euros mais les dégâts indirects sont inchiffrables. Marseille a perdu en crédibilité et en confiance. Comment faire aujourd'hui pour ne plus jamais avoir à vivre ce type de coup dur ? Je pense que les collectivités, les syndicats et le monde économique doivent s'asseoir autour d'une table et réfléchir ensemble à des solutions durables."

Jean-Luc Chauvin, président de l'UPE 13 :

"C'est une bonne chose, c'est un appel à la raison. Certains commerçants ont enregistré durant cette période entre 30 et 40 % de CA en moins. On va commencer à faire les comptes et on saura enfin ce que ce conflit aura coûté. Avec les risques épidémiques, les problèmes de sécurité (conteneurs et poubelles brûlées), le coût de dégradations du matériel, il faut savoir sortir d'une grève. Messieurs les éboueurs, nettoyez-nous notre ville au plus vite... Il faudra mettre en place une mécanique de concertation pour ne plus connaître une telle situation."

Laurent Carratu, président de Terres de commerces :

"Si on ne débloque pas également les dépôts, c'est de la poudre aux yeux... Je me réjouirai quand on ne vivra plus de telles situations. Quand on bloque une ville entière, que l'on ne permet pas aux salariés et aux entreprises de travailler normalement, que l'on ne permet pas aux croisiéristes de débarquer dans de bonnes conditions, c'est irresponsable. Et pour moi, ce ne sont pas des syndicalistes, ce sont des bloqueurs... En moyenne, les commerçants ont enregistré entre 25 et 35 % de chiffre d'affaires (CA) en moins, avec des fortunes diverses. Les grands magasins ont été touchés à hauteur de 30 %. Et bien souvent, les salariés perdent des primes. C'est le futur d'un territoire que l'on pénalise."

Laurent Vandamme, président de Marseille Centre :

"Depuis mercredi dernier, cela devient catastrophique. Des commerçants ont vu leur CA chuter de 30 à 50 % selon l'activité. Certains sont choqués. On aurait jamais pensé revivre un tel conflit alors que l'on se bat depuis des années pour faire revenir les Marseillais dans l'hypercentre. On se pose des questions. On va se réveiller avec la gueule de bois."

Recueilli par Geneviève VAN LÈDE et Marjory CHOURAQUI

Le vent mauvais des poubelles a soufflé en conseil municipal

Ils avaient prévu de tirer les couteaux au rapport 54. Deux heures et demie après le début du conseil municipal. Le vent mauvais des poubelles a donc inévitablement soufflé dans les travées de l'hémicycle Bargemon, hier, à Marseille. Sans que, malgré certains éclats de voix, cela ne soit une grosse tempête. PS et UMP avaient déjà montré les jours précédents qu'ils étaient sur la même longueur d'onde, favorables à ce que la situation se débloque. Mais les joutes oratoires d'usage étaient inévitables.

En préambule aux escarmouches, Jean-Claude Gaudin, en maître de cérémonie, avait pourtant prévenu: "On examine une sortie de crise." En coulisses, Eugène Caselli, le président PS de la Communauté urbaine, dont l'agenda des négociations

avec les syndicats s'annonçait chargé l'après-midi, le laissait, également, entendre.

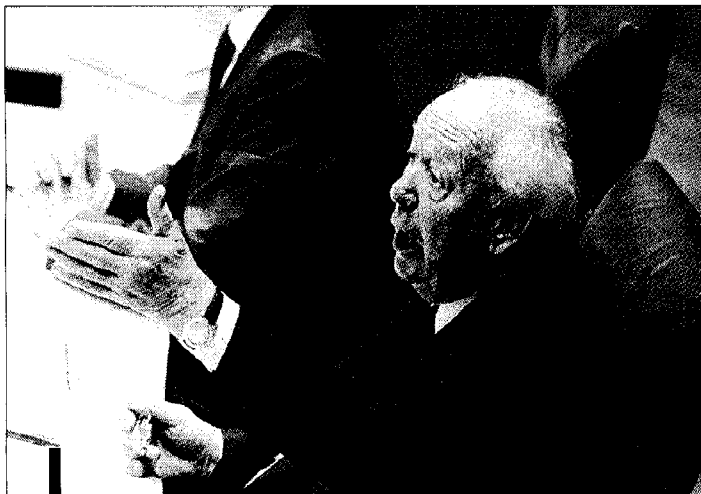
C'est évidemment "l'opération de communication", comme l'a reconnu le maire de secteur Bruno Gilles, principal initiateur avec le député Renaud Muselier, du ramassage des déchets par des militants UMP dans les 4^e et 5^e arrondissements samedi, qui a mis le feu aux poudres. Aux accusations de propagande du PS, l'élue UMP a évoqué les "mensonges" des socialistes et s'est érigé en laissé pour compte dans l'affectation des bennes à ordures. Décidément, dans ce secteur "museliériste", le match des municipales et de la présidence perdue par la droite à MPM n'en finit pas de se rejouer. Avec des tables à répétition. Et les Marseillais dans tout ça? "Un service minimum pour les déchets et les

cantines", suggère l'élue du MoDem Sophie Goy, applaudie par la droite.

Mais lorsqu'Eugène Caselli, non sans avoir préalablement veillé à remercier le maire pour "son attitude qui l'honore", fustige cette "colère sélective et politicienne" et s'interroge de ne pas avoir entendu les mêmes "s'offusquer du mouvement des cantinières qui concerne la municipalité", Renaud Muselier, qui en appelle à MPM et à la Ville, joue alors la virulence. Dénonçant, tout à trac, "une ville poubelle, une ville décharge" un "Marseille qui pue", "les odeurs nauséabondes des affaires" affectant certains élus PS et une ville "qui mérite un coup de balai et pas seulement dans les rues". Au risque de ne pas toucher que ses adversaires.

Aussi, jouant l'apaisement, un rôle désormais attitré, Jean-Claude Gaudin préfère mettre fin aux altercations et aux tentatives de dissensions. "Quand on parle d'une même voix on ne se renie pas", souligne celui qui, sans jamais citer Force ouvrière, réitère son avertissement. "Nous sommes très attentifs au syndicat majoritaire et nous sommes en droit de lui dire ça suffit!" Tandis que les communistes vitupérant contre "une régression généralisée" décident de sortir pour soutenir les manifestants rassemblés devant la mairie contre la réforme des retraites. Laisant les autres élus ranger les armes. Et examiner le rapport suivant.

Marjory CHOURAQUI



Le maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin, espérait dès hier matin "la sortie de crise".

/ PHOTO C.S.

LA RÉACTION d'Eugène CASELLI

président PS de la Communauté urbaine

"Le message de fermeté a porté ses fruits"

■ **N'était-il pas possible de trouver une issue plus rapide à ce conflit ?**

C'est un conflit national pour lequel il n'y avait rien à négocier. Je déplore la longueur de la grève qui a mis la ville de Marseille dans une situation sanitaire dramatique.

■ **Comment en est-on arrivé à la fin de la crise, hier après-midi ?**

La décision de débloquer les centres de transfert, à la veille du week-end, a fait bouger les choses, a déplacé les lignes. Je pense avoir envoyé un message de fermeté en demandant la réquisition du personnel au préfet qui a porté ses fruits et qui a été entendu. L'état sanitaire était préoccupant avec les quantités d'ordures accumulées au fil des jours dans la ville, les risques d'incendies étaient réels. J'ai trouvé en face de moi des syndicalistes responsables. Nous avons évoqué ensemble la mise en place d'un plan d'organisation pour la reprise du travail, avec une mutualisation des moyens techniques et des équipes.

■ **Que va-t-il se passer dans les jours à venir ?**

Dans les jours qui viennent, les choses vont reprendre leur cours. C'est-à-dire que la reprise du travail va se faire normalement et que Marseille va redevenir assez



rapidement propre.

■ **Pensez-vous que cette grève des ordures laissera des traces ?**

Je pense qu'on n'arrivera plus jamais à un conflit de cette ampleur. La population ne peut plus supporter ce qu'on lui a fait subir pendant quinze jours. Avec une grève aussi longue, les syndicalistes ont utilisé une arme atomique. Ils en sont conscients.

■ **Cela veut-il dire que ce type de conflit a peu de chances de se reproduire à l'avenir ?**

Cette assurance-là, on ne l'aura jamais. Mais le recours à cette arme absolue ne peut pas durer indéfiniment. Cela veut dire que la grève de la collecte des déchets ne peut pas durer au-delà du tolérable. Je crois que les syndicats ont bien compris qu'au-delà d'une certaine limite, la population peut se retourner contre les salariés en grève.

Propos recueillis
par Philippe FANER